

Don du conseil-général de la commune de la Redorte (Aude) de 450 livres en assignats, lors de la séance du 16 ventôse an II (6 mars 1794)

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Don du conseil-général de la commune de la Redorte (Aude) de 450 livres en assignats, lors de la séance du 16 ventôse an II (6 mars 1794). In: Tome LXXXVI - Du 13 au 30 ventôse an II (3 au 20 mars 1794) pp. 133-134;

[https://www.persee.fr/doc/arcpa\\_0000-0000\\_1965\\_num\\_86\\_1\\_30324\\_t1\\_0133\\_0000\\_12](https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1965_num_86_1_30324_t1_0133_0000_12)

---

Fichier pdf généré le 22/01/2023

Cette médaille représente d'un côté la face du tyran d'Autriche François II, et de l'autre, des drapeaux surmontés d'une couronne avec cette légende : *A la valeur.*

Ce républicain prie la Convention d'accepter ce don comme un hommage de son dévouement à la République, et il demande que cette médaille soit envoyée au creuset national, ne voulant plus, dit-il, que l'empreinte et les figures d'aucun tyran offusquent ses regards, d'ici à ce que, de concert avec ses frères d'armes, il ne les ait anéantis en réalité (1).

**Mention honorable, insertion au bulletin.**

## 50

Le c<sup>n</sup> **LEBLANC**, député par la commune du Buis et le c<sup>n</sup> **AUBERT**, député par la Société populaire exposent : Que le 18 7<sup>br</sup> dernier (vieux stile) le représentant du peuple Boisset, fit à Nyons un arrêté par lequel il déclara la commune du Buis en rébellion et ordonna la translation du tribunal à Nyons. Il fit un autre arrêté le même jour par lequel il destitua le maire de cette commune.

Quatre jours après, et le 22 du même mois, le maire fut réintégré dans ses fonctions sur un certificat de civisme signé par ses propres dénonciateurs, ce sont là les expressions du représentant.

Huit jours après sur une pétition de la commune, ce représentant rapporta son arrêté du 18 7<sup>br</sup> quant à l'article de la rébellion en disant que cette commune disputeroit bientôt de courage et de vertu avec toutes les autres parties de la République, cet arrêté fut imprimé et affiché.

Pendant, la Convention nationale, ignorant sans doute le second arrêté du représentant Boisset, rendit un décret le 25 brumaire qui confirma le premier arrêté et ordonna une information.

Le représentant Boisset envoya au Buis des commissaires pour informer, et ils furent chargés par la Société populaire de Valence, de prendre connaissance de l'Etat politique de la commune du Buis.

Ces commissaires ont exécuté leur commission, ils ont fait arrêter plusieurs individus, et par le compte qu'ils ont rendu, et l'état de la commune, il est prouvé qu'elle est à la hauteur de la Révolution, c'est ce qui résulte de l'arrêté pris par la Société populaire de Valence le 27 pluviôse.

Si la commune du Buis ne craignait pas de dérober à la convention des moments précieux à la République, elle mettroit sous ses yeux une foule d'extraits de pièces qui luy ont été adressées, qui justifient qu'elle a toujours été soumise à ses lois, qu'avant l'arrêté du représentant Boisset et le 10 aoust, tous les citoyens dans la plus vive effusion de leurs cœurs avaient prêté sur l'autel de la patrie, le serment sacré de maintenir la constitution, qu'il n'est point de commune qui ait pris des mesures plus fermes et plus vigoureuses pour faire

exécuter sa loy salulaire du maximum et réprimer l'agiotage et qu'il n'en est point aussi qui depuis la révolution ait fait des dons plus importants relativement à sa situation. L'état de ces dons, en argent, souliers, bottes, couvertures, fusils, charpie, bandes, compresses, chemises, fer, cuivre et argenterie, a aussi été adressé à la Convention.

Les députés sont enfin chargés de lui présenter 32 mars une once quatre gros d'argenterie qui seroit au lutte, ainsy que deux croix dites cy-devant de Saint-Louis.

Rendez donc, citoyens représentants, la commune du Buis à la République, en confirmant le second arrêté du représentant Boisset qui avoit levé l'état de rébellion où il l'avoit mise, rétablissez le tribunal dont l'éloignement considérable est très préjudiciable à plus de 50 communes et comme une mère tendre recevez dans vos bras une fille qui ne veut vivre et mourir que pour elle.

La commune de Buis et la Société populaire demandent que l'arrêté du représentant du peuple Boisset du 18 8<sup>br</sup> (vieux stile), soit confirmé et que le tribunal y soit rétabli (1).

**BARÈRE.** Le représentant du peuple Boisset, ayant entendu tenir des propos royalistes dans la commune du Buis, département de la Drôme, avait déclaré cette ville en état de rébellion, et le comité de salut public avait confirmé cet arrêté. Cette commune a expié son erreur ; elle est devenue l'une des plus patriotes de la République ; elle a présenté une pétition tendant à ce que cette déclaration fût levée. Le comité vous le propose (2).

Sur le rapport du comité de salut public, relatif à la commune du Buis, la Convention rend le décret suivant :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de salut public, rapporte l'article de son décret précédent, qui déclaroit la commune du Buis, district de Nyons, département de la Drôme, en état de rébellion; confirme l'arrêté du représentant du peuple qui a transféré le tribunal du district à Nyons. » (3)

## 51

*Etat des dons* (suite) (4)

a

Le citoyen Bouillé a envoyé, au nom de la société de l'Île-Dieu, district des Sables, département de la Vendée, un don de la somme de 102 liv. en numéraire.

b

Le Conseil-général de la commune de la Re-

(1) C. 294, pl. 980, p. 14. Voir ci-après, ann. I.

(2) *Mon.*, XIX, 640 ; *Débats*, n° 533, p. 219.

(3) P.V. XXXIII, 63. Minute. (C 293, pl. 953, p. 30). Décret n° 8319. Mention dans *M.U.*, XXXVII, 285 ; *Mess. soir*, n° 567 ; *J. Fr.*, n° 530 ; *J. Lois*, n° 526.

(4) P.V., XXXIII, 182 à 184.

(1) C. 293, pl. 953, p. 29.

dorte, canton d'Azille, district de Carcassonne, département de l'Aude, a envoyé pour les frais de la guerre 450 liv. en assignats.

c

Le président du département de Vaucluse a envoyé la croix épiscopale du citoyen Rovère, ci-devant évêque d'Avignon.

d

Une petite boîte venue par la messagerie de Roanne, d'où elle est partie le 4 ventôse, contenoit, sans aucune indication de nom des donateurs,

En or .....	72	0
En argent .....	84	0
En assignats .....	581	0
<b>Total</b> .....	<b>737</b>	<b>1. 0</b>

e

Le citoyen Dubois d'Auberville, frère du citoyen Dubois du Bais, a fait remise d'un contrat de rente, au principal de 1,680 l. qui lui est due par la République.

f

Une petite pièce d'argent de la grosseur d'une pièce de 12 s., une médaille d'or frappée en 1741, et une boîte de nacre-de-perle garnie en or.

La séance a été levée à quatre heures (1).

Signé : SAINT-JUST (*président*) ; Charles COCHON, T. BERLIER, MATHIEU, Elie LACOSTE, C. F. OUDOT, BELLEGARDE (*secrétaires*).

## AFFAIRES NON MENTIONNÉES AU PROCÈS-VERBAL

52

CARRIER. Nos collègues Lacoste et Baudot ont écrit à la Convention une lettre dont ils me prient, m'invitent même au nom du salut public, de demander la lecture. Je demande que le président la fasse lire.

Un secrétaire lit cette lettre ainsi conçue : (2)

[Metz, 13 vent. II] (3)

« Des intérêts pressans, Citoyens Collègues, exigent notre retour dans le sein de la Convention, nous en donnerons les motifs dans le rapport que nous avons à lui faire. Nous attendrons

(1) P.V., XXXIII, 63.

(2) *Mon.*, XIX, 641.

(3) AF<sup>II</sup> 246, pl. 2105, p. 16. Reproduit dans *Mon.*, XIX, 641 ; *Mess. soir*, n° 566 ; *J. Sablier*, n° 1181 ; *J. Matin*, n° 571 ; *Débats*, n° 533, p. 214 ; *J. Fr.*, n° 529. Mention dans *J. Mont.*, p. 906 ; AULARD, *Recueil des Actes...* t. XI, 519.

avec impatience sa décision et nos successeurs. S. et F. »

J. B. LACOSTE, M. A. BAUDOT.

Renvoyé au comité de salut public.

53

LEVASSEUR (de la Sarthe) fait lecture d'une adresse de la Société populaire du Mans au Comité de salut public et à toutes les Sociétés de la République (1).

Elle commence ainsi : « Que l'intrigue et la calomnie se taisent ; la vérité va se faire entendre. Ce monstre tant de fois détruit en idée, la Vendée, existe encore réellement ; elle se reproduit de ses cendres et fait de nouveaux ravages dans le sein de la République. L'authenticité du rapport de Philippeaux se trouve confirmée (2). Les faits cités sont vrais ; ils se sont passés sous vos yeux. Cependant Philippeaux a erré sur quelques-uns...

La lecture de cette adresse est interrompue.

UN MEMBRE expose qu'il ne faut point renouveler des querelles particulières et en demande le renvoi au Comité de salut public (3).

LEVASSEUR a observé que, l'ayant reçu au Comité des dépêches, il avait cru devoir la lire pour que Philippeaux, de qui l'on y parle, ne l'accuse pas de l'avoir passé sous silence.

Le renvoi a été décrété (4).

54

[Le distr. de Wissembourg à la Conv., 3 vent. II] (5)

« Représentans du peuple,

La valeur de nos armées victorieuses en conquérant l'année dernière une partie considérable du Palatinat du Rhin a délivré les habitans de cette partie de l'Allemagne opprimée de l'esclavage honteux sous lequel ils gémissaient depuis des siècles ; un grand nombre de communes enflammées de cet amour exalté de la liberté qui est si naturel à tous les hommes ont demandé et obtenu leur incorporation à la République française. L'administration provisoire en fut confiée au district de Wissembourg par un arrêté des représentans du peuple. Il est survenu depuis plusieurs décrets de la Convention nationale qui établissent un nouveau district à Landau et réunissent toutes les communes qui ont émis librement leur vœu d'adhésion au gouvernement français. Dentzel a été chargé particulièrement d'organiser le district de Landau, mais le blocus de cette

(1) *J. Perlet*, n° 1181. La pièce manque dans F<sup>v</sup> 4774<sup>72</sup> où elle était signalée.

(2) Rapport fait au C. de S. P. le 16 frim. II. (*B.N.*, 8° Lb<sup>41</sup> 3570).

(3) *Mess. soir*, n° 566.

(4) *J. Matin*, n° 571. Mention dans *J. Fr.*, n° 529 ; *Mon.*, XIX, 641 ; *Débats*, n° 533, p. 211.

(5) D IV bis 88, Bas-Rhin.